CANADA

RECUEIL DES TRAITÉS **1953 No. 7** TREATY SERIES

DOUBLES IMPOSITIONS
(Impôts sur le revenu)

Convention entre le CANADA
et la FRANCE

Signée à Paris le 16 mars 1951

En vigueur le 1er janvier 1952

DOUBLE TAXATION
(Taxes on income)

Agreement between CANADA
and FRANCE

Signed at Paris March 16, 1951

In force January 1, 1952

53 129 325

32756 704

b 3118368

b 1635116

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
Queen's Printer and Controller of Stationery | Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie
OTTAWA, 1954

Price: 25 cents *Prix: 25 cents*

SOMMAIRE

		Page
I.	Texte de la Convention	4
II.	Avenant à la Convention signé à Ottawa le 6 octobre 1951	22
III.	Note, en date du 28 mai 1953, adressée par le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures à l'Ambassadeur de France au Canada	24
IV.	Note, en date du 28 mai 1953, adressée par l'Ambassadeur de France au Canada au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	26

SUMMARY

		PAGE
I.	Text of the Agreement	5
II.	Codicil to the Agreement signed at Ottawa, October 6, 1951	23
III.	Note dated May 28, 1953, from the Secretary of State for External Affairs to the Ambassador of France to Canada	25
IV.	Note dated May 28, 1953, from the Ambassador of France to Canada to the Secretary of State for External Affairs	27

95264—2

I

CONVENTION ENTRE LE CANADA ET LA FRANCE TENDANT À ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS ET À PRÉVENIR L'ÉVASION FISCALE EN CE QUI CONCERNE LES IMPÔTS SUR LE REVENU.

Le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République Française, désireux de conclure un accord tendant à éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en ce qui concerne les impôts sur le revenu, sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE 1er

I. Les impôts qui font l'objet de la présente Convention sont:

a) en ce qui concerne le Canada:

Les impôts sur le revenu, y compris les surtaxes, qui sont appliquées par le Gouvernement du Canada.

b) en ce qui concerne la France:

1. l'impôt sur le revenu des personnes physiques (taxe proportionnelle et surtaxe progressive);
2. l'impôt sur les sociétés.

II. La présente Convention s'appliquera également à tous les autres impôts ou taxes analogues qui pourront être établis par l'un ou l'autre des deux États contractants après la signature de la présente Convention ou dans un territoire quelconque auquel la présente Convention aura été étendue conformément aux dispositions de l'article 21.

ARTICLE 2

Pour l'application de la présente Convention:

I. Le terme "France" quand il est employé dans un sens géographique, ne comprend que la France métropolitaine, à l'exclusion de l'Algérie, des départements d'Outre-Mer et des autres territoires dépendant de l'Union Française.

II. L'expression "un des territoires" et "l'autre territoire" désigne la France et le Canada, selon le cas.

III. Le terme "impôt" désigne les impôts français ou les impôts canadiens, selon le cas.

IV. Le terme "personne" désigne:

a) toute personne physique,

b) tout groupement de personnes physiques n'ayant pas la personnalité morale;

c) toute personne morale.

V. Le terme "société" désigne tout groupe ayant la personnalité morale.

VI. L'expression "établissement stable" désigne les bureaux, succursales, fabriques ou autres installations permanentes dans lesquelles s'exerce en tout ou en partie l'activité de l'entreprise. Le fait pour une entreprise de l'un des deux États contractants de faire des affaires dans l'autre État par l'intermédiaire d'un agent y établi ne permet pas de considérer que cette entreprise possède un établissement stable dans ce dernier État, à moins que l'agent ne soit investi des pouvoirs nécessaires pour la négociation et la conclusion des contrats ou ne dispose d'un stock de marchandises pour satisfaire habituellement aux commandes qu'il reçoit.

AGREEMENT BETWEEN CANADA AND FRANCE FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION AND THE PREVENTION OF FISCAL EVASION WITH RESPECT TO TAXES ON INCOME.

The Government of Canada and the Government of the French Republic, desiring to conclude an Agreement for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income have agreed as follows:

ARTICLE 1

I. The taxes which are subject to this Agreement are:

a) in Canada:

Income taxes, including surtaxes, which are imposed by the Government of Canada;

b) in France:

1. The tax on the income of physical persons (proportional tax and progressive surtax);
2. The tax on companies.

II. This Agreement shall also apply to any other taxes of a substantially similar character imposed by either contracting Government, subsequent to the signing of this Agreement or in whatever territory to which the present Agreement is extended under Article 21.

ARTICLE 2

For the purposes of this Agreement:

I. The term "France" when it is used in the geographical sense, will mean only "Metropolitan" France excluding Algeria, the overseas departments and other territories of the French Union.

II. The expression "one of the territories" and the "other territory" means France or Canada, as the case may be.

III. The term "tax" means French taxes or Canadian taxes, as the case may be.

IV. The term "person" means:

a) any physical person;

b) any unincorporated body of physical persons;

c) any body corporate.

V. The term "company" means any body having a legal personality.

VI. The expression "permanent establishment" means offices, branches, factories or other fixed places or business where an enterprise exercises the whole or part of its activity. When an enterprise of one of the contracting States does business in the other State through an agency established there, it shall not be considered that this enterprise has a permanent establishment in the latter State, unless the agent is authorized to negotiate and conclude contracts or has on hand a stock of merchandise from which he regularly fills orders which he receives.

Il est bien entendu que:

(i) Le fait, pour une entreprise établie dans l'un des deux États contractants, d'avoir des relations d'affaires avec l'autre pays par l'intermédiaire d'un commissionnaire ou courtier ou d'une filiale n'implique pas pour cette entreprise l'existence d'un établissement stable dans ce dernier État.

(ii) Le fait qu'une entreprise de l'un des deux États possède dans l'autre État, même sous forme d'installations permanentes, des comptoirs qui se bornent à l'achat de marchandises destinées à l'approvisionnement d'un ou de plusieurs établissements de vente ou de transformation que cette entreprise exploite dans le premier État ne permet pas de considérer que celle-ci possède, dans l'autre État, un établissement stable.

(iii) Pour les entreprises d'assurances, le fait d'avoir dans l'un des deux États contractants un représentant agréé par les Autorités de cet État ou autorisé à délivrer des quittances pour la recette de primes est considéré comme constituant un établissement stable.

VII. Le domicile fiscal des personnes physiques est au lieu de leur résidence normale entendue dans le sens de foyer permanent d'habitation ou, à défaut, au lieu du séjour principal. Celui des personnes morales ou des groupements de personnes physiques n'ayant pas la personnalité morale est au lieu du siège de leur direction effective.

VIII. L'expression "bénéfices industriels et commerciaux" comprend notamment les bénéfices provenant des compagnies d'assurances, des banques ou autres entreprises financières.

Sous réserve des dispositions de la présente Convention, sont taxées séparément ou avec les bénéfices industriels et commerciaux, conformément aux lois de chacun des deux États contractants:

a) les revenus des propriétés immobilières;

b) les intérêts ou dividendes;

c) les redevances pour l'usage ou le privilège d'usage de brevets, droits d'auteurs, procédés et formules secrets, marques de fabrique et autres droits analogues.

IX. Lorsqu'il est indiqué dans les dispositions des articles 3, 4, 8, 10, 11, paragraphe II, 12, 13, paragraphes I et III, 14 de la présente Convention que les revenus sont imposables dans l'un des deux États contractants, l'expression doit être entendue en ce sens que la faculté est réservée à cet État d'imposer normalement lesdits revenus conformément à sa propre législation, l'autre État étant appelé à prendre les mesures prévues par l'article 16 de la présente Convention.

X. L'expression "autorité compétente" ou "autorités compétentes" signifie, dans le cas de la France, le Ministre des Finances et des Affaires Économiques ou son représentant dûment autorisé et, dans le cas du Canada, le Ministre du Revenu National ou son représentant dûment autorisé.

XI. Toute expression ne faisant pas l'objet d'une définition dans la présente Convention a, pour chaque État contractant, à moins que le contexte ne s'y oppose, la même signification qu'aux termes des lois de cet État relatives aux impôts visées dans ladite Convention.

Article 3

Les revenus des biens immobiliers, y compris les bénéfices des exploitations agricoles, sont imposables dans l'État où ces biens sont situés.

It is understood that:

(i) The fact than an enterprise established in one of the two contracting States has business relations with the other country through a commission agent or broker, or through a subsidiary, does not mean that this enterprise has a permanent establishment in the latter State.

(ii) The fact that an enterprise of one of the two States maintains in the other State, even in the form of permanent installations, places of business restricted to the purchase of merchandise destined to furnish one or several sales or processing establishments, which this enterprise operates in the former State, shall not be interpreted to mean that the enterprise has a permanent establishment in the other State.

(iii) With respect to insurance enterprises, the fact of having in one of the two contracting States a representative accepted by the Authorities of that State or authorized to give receipts for premiums, is considered to constitute a permanent establishment.

VII. The fiscal domicile of physical persons is the place of normal residence, by which is understood the permanent home, or in the default thereof, the principal place of sojourn. That of legal persons, or of groups of physical persons not having a legal personality, is the place where the effective management is exercised.

VIII. The expression "industrial and commercial profits" includes particularly the profits of insurance companies, banks and other financial enterprises.

Subject to the provisions of this Agreement there shall be taxed separately or together with the industrial and commercial profits in conformity with the laws of each of the two contracting States:

a) The income from real property;

b) interests or dividends;

c) Royalties for the use of or the rights to use patents, copyrights, secret processes and formulas, trademarks and other similar rights.

IX. When it is stated in the provisions of Articles 3, 4, 8, 10, 11 paragraph II, 12, 13 paragraphs I and III, 14 of this Agreement that income is taxable in one of the two contracting States, the statement must be understood to mean that the right is reserved to that State to tax the said income in a normal fashion according to its own legislation, the other State being required to take the measures provided by Article 16 of this Agreement.

X. The expression "competent authority" or "competent authorities" means in the case of France, the Minister of Finance and of Economic Affairs or his duly authorized representative, and in the case of Canada, the Minister of National Revenue or his duly authorized representative.

XI. Any expression which is not defined in this Agreement shall have for each contracting State, unless the context otherwise requires, the same meaning which it has under the laws of that State with respect to the taxes referred to in the said Agreement.

ARTICLE 3

Income from real property, including profits from agricultural undertakings, shall be taxable in the State where such property is situated.

ARTICLE 4

I. Les revenus des entreprises industrielles, minières, commerciales, financières et d'assurances sont imposables dans l'État sur le territoire duquel se trouve un établissement stable.

II. Lorsqu'une entreprise possède des établissements stables dans les deux États contractants, chacun d'eux impose le revenu provenant de l'activité des établissements stables situés sur son territoire.

III. Ce revenu imposable ne peut excéder le montant des bénéfices industriels, miniers, commerciaux ou financiers réalisés par l'établissement stable, y compris, s'il y a lieu, les bénéfices ou avantages retirés indirectement de cet établissement par voie de majoration ou de diminution des prix d'achat ou de vente, soit par tout autre moyen. Une quote-part des frais généraux du siège de l'entreprise est imputée aux résultats des différents établissements stables.

IV. Les autorités compétentes des deux États contractants s'entendent, le cas échéant, pour arrêter les règles de ventilation, à défaut de comptabilité régulière faisant ressortir distinctement et exactement les bénéfices afférents aux établissements stables situés sur leur territoire respectif.

ARTICLE 5

I. Lorsqu'une entreprise canadienne, du fait de sa participation à la gestion ou au capital d'une entreprise française fait ou impose à cette dernière, dans leurs relations commerciales ou financières, des conditions différentes de celles qui seraient faites à une tierce entreprise, tous bénéfices qui auraient dû normalement apparaître au bilan de l'entreprise française, mais qui ont été, de la sorte, transférés à l'entreprise canadienne sont, sous réserve des recours applicables en matière d'imposition sur des bénéfices industriels et commerciaux, incorporés aux bénéfices imposables de l'entreprise française.

Le même principe s'applique *mutatis mutandis* lorsque des bénéfices sont transférés d'une entreprise canadienne à une entreprise française.

II. Une entreprise est considérée comme participant à la gestion ou au capital d'une autre entreprise notamment lorsque les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la gestion ou au capital de chacune des deux entreprises.

ARTICLE 6

I. Par dérogation à l'article 4 de la présente Convention, les bénéfices des entreprises de navigation aérienne ou maritime ayant le siège de leur direction effective dans l'un des deux États contractants sont exonérés d'impôt dans l'autre État contractant.

II. L'exemption prévue au paragraphe I est limitée aux bénéfices provenant de l'exploitation des navires et des aéronefs. Elle est, en outre, subordonnée, en ce qui concerne les entreprises dont le siège de la direction effective est en France, à la condition que les aéronefs ou les navires soient immatriculés dans ce pays et, en ce qui concerne les entreprises dont le siège de la direction effective est au Canada, à la condition que les aéronefs soient immatriculés dans ce pays ou que les navires soient immatriculés dans ledit pays ou en Grande-Bretagne.

ARTICLE 4

I. The income from industrial, mining, commercial, financial and insurance enterprises is taxable by the State in the territory of which there is a permanent establishment.

II. When an enterprise has permanent establishments in both contracting States, each State shall tax the income derived from the activity of the permanent establishment situated in its territory.

III. This taxable income shall not exceed the amount of the industrial, mining, commercial or financial profits realized by the permanent establishment, including, if necessary, the profits or advantages derived indirectly from this establishment by way of increase or reduction in the purchase or sale price or by any other means. A portion of the general head office expenses of the enterprise is to be taken into account in computing the profit or loss of the different permanent establishments.

IV. It is understood between the competent autorities of the contracting States that, if necessary, they will draft rules of allocation, failing proper accounting to show distinctly and exactly the profits of the permanent establishments in the respective territories.

ARTICLE 5

I. When a Canadian enterprise, by reason of its participation in the management or capital of a French enterprise, makes or imposes on the latter, in their commercial or financial relations, conditions different from those which would be made with a third enterprise, any profits which should normally have appeared in the financial statement of the French enterprise, but which have been in this manner, diverted to the Canadian enterprise, are, subject to the measures of appeal applicable in the case of the taxation of industrial and commercial profits, included in the taxable profits of the French enterprise.

The same principle applies *mutatis mutandis,* when profits are diverted from a Canadian enterprise to a French enterprise.

II. An enterprise is considered to participate in the management or capital of another enterprise, particularly when the same persons participate directly or indirectly in the management of capital of both enterprises.

ARTICLE 6

I. Notwithstanding Article 4 of this Agreement the profits of aerial navigation or maritime enterprises having the seat of effective management in one of the two contracting States are exempt from tax in the other contracting State.

II. The exemption provided in paragraph I is limited to the profits derived from the operation of ships and aircraft. Likewise, is subject with respect to enterprises having the seat of effective management in France, to the condition that the aircraft and ships are registered in this country, and with respect to enterprises having the seat of effective management in Canada, to the condition that the aircraft are registered in this country or that the ships are registered in the said country or in the United Kingdom.

ARTICLE 7

I. Une société ayant son domicile fiscal au Canada ne sera soumise en France à la taxe proportionnelle sur le revenu des capitaux mobiliers dans les conditions prévues aux articles 109, paragraphe 2 et 1674 du Code français des Impôts, que si elle possède en France un établissement stable au sens de l'article 2, paragraphe VI. Toutefois, le revenu taxé ne pourra excéder le montant des bénéfices ou profits réalisés par l'établissement stable en France, déterminé conformément aux dispositions des articles 2, paragraphe VIII, et 4 de la présente Convention.

II. Une société ayant son domicile fiscal au Canada ne pourra être soumise en France à la taxe proportionnelle sur le revenu des capitaux mobiliers en raison de sa participation dans la gestion ou dans le capital d'une société ayant son domicile fiscal en France ou à cause de tout autre rapport avec cette société; mais les bénéfices distribués par cette dernière société et passible de la taxe proportionnelle sur le revenu des capitaux mobiliers seront, le cas échéant, augmentés, pour l'assiette de l'impôt, de tous les bénéfices, ou avantages que la première aurait indirectement retirés de la dernière société dans les conditions prévues à l'article 5 ci-dessus.

ARTICLE 8

I. Les revenus des capitaux mobiliers (fonds publics, actions ou parts analogues, commandites, parts dans les sociétés civiles et les sociétés à responsabilité limitée, obligations et autres titres d'emprunt, prêts, dépôts, comptes de dépôts, comptes courants, cautionnements), les produits des trusts et les redevances (royalties) ou fractions de redevance due pour l'exploitation des nappes de pétrole ou de gaz naturel sont imposables par l'État sur le territoire duquel le débiteur a son domicile, lorsque la législation générale de cet État autorise la perception d'un impôt sur ces revenus par voie de retenue à la source.

II. Si le débiteur possède dans les deux Etats des établissements stables au sens de l'article 2, paragraphe VI, et si l'un de ces établissements contracte un emprunt ou reçoit un dépôt ou un cautionnement dans le cadre de son activité propre, les intérêts sont imposables dans celui des deux États sur le territoire duquel est situé cet établissement.

III. L'impôt retenu à la source par application du présent article sera imputé dans les conditions prévues à l'article 16 sur l'impôt exigible dans l'État du domicile du créancier.

ARTICLE 9

I. Les rémunérations allouées sous forme de traitements, salaires, appointements, soldes et pensions par une personne morale de droit public de l'un des deux États contractants en considération de services administratifs ou militaires actuels ou antérieurs sont imposables exclusivement dans l'État du débiteur.

Toutefois, en ce qui concerne les traitements, salaires, appointements et soldes, l'imposition par l'État du débiteur est subordonnée à la condition que le bénéficiaire ne réside pas habituellement dans l'autre État ou réside dans ce dernier État seulement en vue d'y remplir les fonctions dont il est investi. Lorsque cette condition n'est pas remplie les traitements, salaires, appointements et soldes sont imposables suivant les règles prévues au premier paragraphe de l'article 10 de la présente Convention.

ARTICLE 7

I. A company having its fiscal domicile in Canada shall only be subject in France to the proportional tax on income derived from securities under the conditions envisaged in Articles 109, paragraph 2 and 1674 of the "Code français des Impôts" if it has a permanent establishment in France in the sense of Article 2, paragraph VI. In any event the taxable income shall not exceed the amount of profits or earnings realized by the permanent establishment in France, determined in accordance with the provisions of Article 2, paragraph VIII, and 4 of this Agreement.

II. A company having its fiscal domicile in Canada shall not be subject in France to the proportional tax in income derived from securities by reason of its participation in the management or capital of a company having its fiscal domicile in France, or by reason of any other relations with this company; but the profits distributed by this latter company and subject to the proportional tax on income derived from securities, will, if necessary, be increased, for the purpose of establishing the basis of the tax, by all the profits or advantages which the former company may have received indirectly from the latter company in the circumstances provided by Article 5 above.

ARTICLE 8

I. The income derived from securities (Governments bonds, analogous stocks and shares, interests in limited partnerships, shares in civil companies and companies with limited liability, bonds and other evidences of indebtedness, loans, deposits, deposit accounts, current accounts, guarantees) the revenue from trusts and royalties (redevances) or fractions of royalties derived from the operation of oil fields and natural gas, are taxable by the State in the territory of which the debtor has his domicile, when the general legislation of this State authorizes the collection of a tax on this income by deduction at the source.

II. If the debtor has in both States permanent establishment within the meaning of Article 2, paragraph II, and if one of these establishments borrows or receives a deposit or guarantee in the course of its particular activity, the interest is taxable in that one of the two States in the territory of which this establishment is situated.

III. The tax deducted at the source under this Article will be credited under the conditions provided by Article 16 against the tax payable in the State of domicile of the creditor.

ARTICLE 9

I. Remuneration paid in the form of salaries, wages, fees, pay and pensions by a public person of one of the two contracting States for administrative or military service present or past, is taxable exclusively by the State of the debtor.

Nevertheless, with respect to salaries, wages, fees and pay, taxation by the State of the debtor is subject to the condition that the recipient does not ordinarily reside in the other State, or resides in the latter State, solely for the purpose of fulfilling the duties of his office. When this condition is not fulfilled, the salaries, wages, fees and pay are taxable according to the rules provided in the first paragraph of Article 10 in this Agreement.

II. Les rémunérations visées au pragraphe I s'entendent pour le Canada de celles qui sont payées par le Gouvernement fédéral, les Gouvernements provinciaux et les Gouvernements municipaux, et pour la France de celles qui sont payées par l'État, les départements et les communes.

ARTICLE 10

I. Sous réserve des dispositions du premier alinéa de l'article 9 ci-dessus, les traitements, salaires et autres rémunérations analogues sont imposables dans l'État sur le territoire duquel s'exerce l'activité personnelle source de ces revenus.

II. Pour l'application du paragraphe précédent, n'est pas considéré comme l'exercice d'une activité personnelle dans l'un des deux États, le fait par un salarié d'un établissement situé dans l'autre État d'accomplir sur le territoire du premier État une mission temporaire ne comportant qu'un séjour de courte durée au cours duquel sa rénumération continue à être supportée et payée par ledit établissement.

ARTICLE 11

I. Les pensions privées et les rentes temporaires ou viagères provenant d'un des deux États contractants et payées à des personnes ayant leur domicile fiscal dans l'autre État sont imposables seulement dans ce dernier État.

II. Toutefois, les rentes temporaires ou viagères constituées par testament ou par donation sont imposables dans l'État du débiteur.

ARTICLE 12

Les tantièmes, jetons de présence et autres rémunérations des administrateurs de sociétés par actions sont imposables dans les conditions prévues aux paragraphes I et III de l'article 8 ci-dessus, sous réserve de l'application de l'article 10 en ce qui concerne les rémunérations que les intéressés touchent en leurs autres qualités effectives.

ARTICLE 13

I. Les redevances (royalties)—autres que celles que vise l'article 8 de la présente Convention—qui sont versées pour la jouissance de biens immobiliers ou l'exploitation de mines, carrières et autres ressources naturelles sont imposables, dans celui des deux États contractants où sont situés ces biens, mines, carrières ou autres ressources naturelles.

II. Les droits d'auteur qui sont payés dans l'un des deux États contractants à une personne ayant son domicile fiscal dans l'autre État sont imposables seulement dans ce dernier État.

Toutefois, si cette personne exerce son activité dans le premier État par l'intermédiaire d'un établissement stable, ces droits sont imposables dans ledit État.

III. Les produits ou redevances (royalties) provenant de la vente ou de la concession des licenses d'exploitation de brevets, marques de fabrique, procédés ou formules secrets sont imposables dans l'État du débiteur.

IV Le mot "redevances" tel qu'il est employé au paragraphe III du présent article doit s'entendre comme comprenant les revenus de la location de films cinématographiques.

ARTICLE 14

I. Les revenus provenant de l'exercice d'une profession libérale, et, d'une manière générale, tous revenus du travail autres que ceux qui sont visés aux

II. Remuneration referred to in the first paragraph includes, with respect to Canada, that paid by the Federal, Provincial and Municipal Governments and, with respect to France, that paid by the State, the "Départements" and the "Communes".

ARTICLE 10

I. Subject to the provisions of the first paragraph of Article 9 above, the salaries, wages and other analogous remuneration are taxable by the State in whose territory the personal activity, the source of this income, is exercised.

II. In the application of the preceding paragraph, it shall not be considered as the exercise of personal activity in one of the States if an employee of an establishment situated in the other State carries out in the territory of the first State a temporary mission of short duration in the course of which his remuneration continues to be a charge on and paid by the said establishment.

ARTICLE 11

I. Private pensions and term or life annuities derived from one of the two contracting States and paid to persons having their fiscal domicile in the other State are taxable only in the latter State.

II. Nevertheless, term or life annuities created by will or donation are taxable in the State of the debtor.

ARTICLE 12

Directors' fee and other remuneration of directors of joint stock companies are taxable according to the provisions of paragraphs I and III of Article 8 above, subject to the application of Article 10 with respect to the remuneration which such persons receive in their other effective capacities.

ARTICLE 13

I. Royalties (redevances), other than those referred to in Article 8 of this Agreement, which are paid for the use of real property or the operation of mines, quarries, or other natural ressources, are taxable in that one of the two contracting States where such property, mines, quarries, or other natural resources are situated.

II. Copyright royalties which are paid in one of the two contracting States to a person having its fiscal domicile in the other State are taxable only in this latter State.

Nevertheless, if this person carries on his activity in the former State through a permanent establishment, these rights are taxable in the said State.

III. The proceeds of royalties (redevances) derived from the sale or licensing of the use of patents, trademarks, secret processes or formulae, are taxable in the State of the debtor.

IV. The word "royalties" as used in paragraph III of this Article should be understood to include the income from the lease of motion picture films.

ARTICLE 14

I. Income derived from the exercise of a liberal profession and generally, all earned income other than that governed by Articles 9, 10, 11 and 12 of

articles 9, 10, 11 et 12 de la présente Convention sont imposables dans l'État sur le territoire duquel s'exerce autant que ladite activité est exercée sur ce territoire.

II. Sont considérées comme professions libérales au sens du présent article, notamment l'activité scientifique, artistique, littéraire, enseignante ou pédagogique ainsi que celle des médecins, avocats, architectes ou ingénieurs.

ARTICLE 15

Les étudiants de l'un des États qui séjournent dans l'autre État exclusivement pour y faire leurs études ne sont soumis à aucune imposition de la part de ce dernier État pour les subsides qu'ils perçoivent d'une personne ayant son domicile fiscal dans le premier État.

ARTICLE 16

Il est entendu que la double imposition sera évitée de la façon suivante:

A. En ce qui concerne le Canada:

Le Canada déduira de l'impôt qui serait normalement exigible en vertu de sa propre législation la fraction de cet impôt afférente aux revenus qui, en vertu de la présente Convention, sont imposables en en France.

Toutefois, le montant de la déduction ainsi effectuée n'excédera pas celui de l'impôt qui est prélevé en France sur les revenus visés à l'alinéa précédent.

B. En ce qui concerne la France:

a) Impôt sur le revenu des personnes physiques (taxe proportionnelle) et impôt sur les sociétés.

(1) Pour les revenus visés aux articles 8 et 12 de la présente Convention, la déduction de l'impôt retenu à la source au Canada sur celui qui est exigible en France sera effectué à forfait au moyen d'une diminuation de 15 points du taux de l'impôt.

(2) Lorsque les revenus visés aux articles 3, 4, 9, 10 et 13, paragraphe I, de la présente Convention seront, en vertu de ladite Convention, imposables au Canada, ils seront exonérés de l'impôt en France.

(3) Lorsque les revenus visés aux articles 11, paragraphe II, 13 paragraphes III et IV, et 14 de la présente Convention seront, en vertu de ladite Convention, imposables au Canada le montant normal de l'impôt dû en France sera réduit de la fraction de cet impôt correspondant au montant net desdits revenus.

Toutefois, la réduction sera, s'il y a lieu, limitée au montant de l'impôt perçu au Canada.

b) Impôt sur le revenu des personnes physiques (surtaxe progressive). Les dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 164 du Code français des Impôts fixant le mode d'imposition des étrangers domiciliés ou résidant en France continueront à être appliquées.

this Agreement, is taxable by the State in the territory of which the personal activity is exercised from which is derived the income and to the extent that the activity is exercised in this territory.

II. Liberal professions within the meaning of this Article shall include particularly scientific, artistic, literary, teaching and pedagogical activity, as well as that of doctors, lawyers, architects and engineers.

ARTICLE 15

Students of one of the States who sojourn in the other State exclusively for the purpose of their studies, shall not be subject to any tax by the latter State on the remittances which they receive from a person having his fiscal domicile in the first State.

ARTICLE 16

It is agreed that double taxation shall be avoided in the following manner:

A. As regards Canada:

Canada shall deduct from the tax which is normally collectable in virtue of its own legislation, the fraction of this tax related to the income which, in virtue of this Agreement, is taxable in France.

Nevertheless, the amount of the deduction to be made in this way shall not exceed the amount of the tax collected in France on the income referred to in the preceding paragraph.

B. As regards France:

a) The tax on the income of physical persons (proportional tax) and the tax on companies.

(1) With respect to the income refrerred to in Articles 8 and 12 of this Agreement, a deduction of the tax withheld at the source in Canada from that which is collectable in France, will be effected in a lump sum by means of a reduction of fifteen in the rate of the French tax.

(2) When the income referred to in Articles 3, 4, 9, 10 and 13, paragraph I, of this Agreement is, in virtue of the said Agreement, taxable in Canada, it will be exempt from the taxes in France.

(3) When the income referred to in Article 11, paragraph II, 13 paragraphs III and IV, and 14 of this Agreement is, in virtue of the said Agreement, taxable in Canada, the regular amount of the taxes payable in France will be reduced by the fraction of this tax corresponding to the net amount of this income.

Nevertheless, the credit will, if necessary, be limited to the amount of tax collected in Canada.

b) The tax on the income of physical persons (progressive surtax). The provisions of paragraphs I and II of Article 164 of the "Code français des Impôts" fixing the manner for the taxation of foreigners domiciled or resident in France will continue to be applied.

ARTICLE 17

Bien que la contribution française des patentes ne soit pas visée à l'article 1er de la présente Convention, il est entendu que, dans le cas où les droits dont une entreprise canadienne est passible au titre de cette contribution à raison d'un établissement stable situé en France devront être établis en fonction de capitaux il sera tenu compte seulement de la partie du capital investi, (situated or employed) dans ce pays.

ARTICLE 18

Les ressortissants et les sociétés ou autres groupements de l'un des deux États contractants ne seront pas soumis dans l'autre État à des droits autres ou plus élevés que ceux qui sont imposés aux ressortissants et aux sociétés ou autres groupements de ce dernier État.

ARTICLE 19

Les deux États contractants échangeront tous les renseignements d'ordre fiscal qu'ils détiennent ou qu'ils sont en mesure de recueillir en vertu de leur propre législation et qui leur seraient utiles pour assurer l'établissement et le recouvrement régulier des impôts visés par la présente convention ainsi que l'application, en ce qui concerne ces impôts, des dispositions légales relatives à la répression des fraudes fiscales.

Les renseignements ainsi échangés conserveront un caractère secret et ne seront pas communiqués à des personnes autres que celles qui sont chargées de l'assiette et du recouvrement des impôts visés par la présente convention.

Les dispositions du présent article ne pourront, en aucun cas, être considérées comme imposant à l'un des deux États contractants l'obligation de communiquer à l'autre État, soit des renseignements autres que ceux que sa propre législation fiscale lui permet d'obtenir, soit des renseignements dont la production impliquerait la violation d'un secret industriel, commercial ou professionnel.

Ces dispositions ne pourront pas non plus être considérées comme imposant à l'un des deux États contractants l'obligation d'accomplir des actes administratifs qui ne seraient pas conformes à sa réglementation ou à ses pratiques.

ARTICLE 20

I. Tout contribuable qui prouve que les mesures prises par les autorités fiscales des deux États contractants ont entraîné pour lui une double imposition en ce qui concerne les impôts visés par la présente Convention peut adresser une demande à l'État dont il est ressortissant ou, si ce contribuable est une société ou un autre groupement, à l'État où cette Société ou ce groupement a été créé ou organisé. Si le bien-fondé de cette demande est reconnu, l'autorité compétente de cet État peut s'entendre avec l'autorité compétente de l'autre État pour éviter de façon équitable la double imposition.

II. Les autorités compétentes des deux États contractants peuvent également s'entendre pour supprimer la double imposition dans les cas non réglés par la présente Convention, ainsi que dans les cas où l'interprétation ou l'application de la présente Convention donnerait lieu à des difficultés ou à des doutes.

ARTICLE 21

I. Au moment où la Convention entrera en vigueur et aussi longtemps qu'elle le demeurera, l'un des deux États contractants pourra, sur avis donné à l'autre État par la voie diplomatique, faire connaître son désir que les effets

ARTICLE 17

Although the French "patente" tax is not referred to in the first Article of this Agreement, it is understood that in the case where the duties to which a Canadian enterprise is liable for this tax by reason of a permanent establishment situated in France are required to be established on the basis of capital, account will only be taken of that portion of the capital situated or employed (investi) in this country.

ARTICLE 18

Individuals and companies, or other bodies, of one of the two contracting States shall not be subject in the other State, to any taxes other or greater than those which are imposed on individuals and companies, or other bodies, of this latter State.

ARTICLE 19

The contracting States will exchange information of a fiscal nature which is available to them, or which they are able to obtain under their own legislation and which would be useful to assure the regular assessment and collection of the taxes referred to in this Agreement, as well as the application with respect to these taxes of the legal provisions relative to the prevention of fiscal fraud.

The information so exchanged shall retain its secret nature and shall not be disclosed to persons other than those charged with assessment and collection of the taxes referred to in this Agreement.

The provisions of this Article shall not in any case be considered as requiring one of the contracting States to disclose to the other State, either, information other than that which its own fiscal legislation permits to obtain, or information the furnishing of which would involve the disclosure of industrial, commercial or professional secrets.

Neither shall these provisions be considered as imposing on one of the two contracting States the obligation to perform an administrative act which would be contrary to its regulations or practices.

ARTICLE 20

I. Any taxpayer who shows proof that the action of the revenue authorities of the two contracting States has resulted in double taxation with respect to the taxes referred to in this Agreement, may lodge a claim with a State in whose jurisdiction he is, or, if the taxpayer is a company or other entity, with the State where such company or entity was created or organized. Should the claim be upheld, the competent authority of this State may come to an agreement with the competent authority of the other State with a view to equitable avoidance of the double taxation.

II. The competent authorities of the two contracting States may likewise come to an Agreement for the purpose of overcoming double taxation in cases not otherwise provided by this Agreement, as well as in the case where the interpretation or the application of this Agreement gives rise to difficulties or doubts.

ARTICLE 21

I. At the same time the Agreement comes into force and so long as the Agreement shall remain in force, either contracting State may, on giving notice to the other State through diplomatic channels, declare its desire that

de la Convention soient entièrement et sous réserve des modifications qui seront stipulées dans l'avis, étendus soit à l'un de ses territoires d'Outre-Mer, soit à un territoire d'Outre-Mer de l'autre État, à la condition que ledit territoire perçoive des impôts analogues en substance aux impôts visés à l'article 1er ci-dessus.

L'avis indiquera la date ou les dates à partir desquelles l'extension devra prendre effet, étant entendu que cette date ou ces dates seront postérieures d'au moins soixante jours à la date de la notification de l'avis.

II. Dans le cas du territoire ou des territoires désignés par l'avis visé au paragraphe précédent, les dispositions de la présente Convention s'appliqueront, dans les conditions et sous les réserves qui pourront être précisées dans l'avis, à partir de la date ou des dates qui y seront indiquées, à moins que, avant la date fixée pour un territoire déterminé l'État contractant qui aura reçu la notification n'ait informé l'autre État contractant par écrit et par la voie diplomatique, qu'il n'accepte pas la notification en ce qui concerne ce territoire, auquel cas les dispositions faisant l'objet de la notification ne seront pas appliquées audit territoire.

III. A tout moment après l'expiration d'une période d'un an à partir de l'entrée en vigueur d'une extension notifiée conformément aux dispositions du paragraphe I du présent article l'un ou l'autre des États contractants pourra, par un avis transmis à l'autre État contractant par la voie diplomatique mettre fin à l'application de la présente convention dans tout territoire auquel cette Convention aura été étendue. La Convention cessera de s'appliquer dans le territoire ou dans les territoires désignés dans l'avis à partir de la date ou des dates indiquées dans cet avis.

Il est entendu toutefois que cette ou ces dates seront postérieures d'au moins six mois à celle de la notification et que celle-ci n'affectera en aucune manière le maintien en vigueur de la Convention entre la France et le Canada, non plus qu'entre l'un de ces deux pays et tout autre territoire auquel cette Convention aura été étendue en vertu des dispositions du paragraphe I du présent article.

IV. Pour l'application de la présente Convention dans tout territoire auquel elle aura été étendue, il y aura lieu chaque fois que la Convention se réfère à la France ou au Canada de considérer qu'elle se réfère également audit territoire.

V. A moins que les deux Gouvernements ne soient expressément convenus des dispositions contraires, la dénonciation de la présente Convention en vertu de l'article 23 mettra fin à l'application de cette Convention en ce qui concerne tout territoire auquel elle aura été étendue dans les conditions prévues par le présent article.

VI. Pour l'application du présent article, l'expression "territoire d'Outre-Mer" signifie un département, une colonie, un protectorat ou tout autre territoire d'Outre-Mer placé sous la souveraineté ou sous le mandat de l'un des deux États contractants et uni par son droit constitutionnel à l'un de ces États; mais elle ne comprend pas les territoires qui ne sont pas représentés diplomatiquement soit par la France, soit par le Canada.

ARTICLE 22

I. La présente Convention est rédigée en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi.

II. La présente Convention entrera en vigueur à une date fixée par accord entre les deux Gouvernements.

III. Les renseignements visés à l'article 19 seront fournis dans la mesure où ils deviendront disponibles pendant la durée d'application de la Convention.

the operation of the Agreement shall, wholly or subject to modifications to be stipulated in the notice, extend either to one of its overseas territories or to one of the overseas territories of the other State, subject to the condition that the said territory collects taxes which are similar in subsance to the taxes referred to in Article 1 above.

The notice will indicate the date or dates from which the extention shall take effect, it being understood that such date or dates shall be at least sixty days after the date of the notice.

II. In the territory or territories designated by the notice referred to in the preceding paragraph the provisions of this Agreement will apply subject to the conditions and reservations which may be stated in the notice, from the date or dates mentioned therein, unless prior to the date fixed or a particular territory the contracting State which will have received notice shall have informed the other contracting State in writing and through diplomatic channels that it does not accept the notification with respect to this territory, in which case, the provisions which are the subject of the notice will not apply to the said terirtory.

III. At any time after the expiry of a period of one year from the coming into force of an extension by notice in accordance with the provisions of the first paragraph of this Article, either contracting State may, by notice given to the other contracting State through diplomatic channels, terminate the application of this Agreement to any territory to which this Agreement may have been extended. The Agreement shall cease to apply in the territory or territories stated in the notice from the date or dates mentioned in this notice.

It is understood, in any event, that such date or dates shall be at least six months after that of the notice and that such shall not affect in any way the continued application of the Agreement between France and Canada, nor shall it affect the continued application as between one of these countries and any other territory to which the Agreement may have been extended in virtue of the provisions of the first paragraph of the present Article.

IV. In the application of this Agreement in relation to any territory to which it may have been extended it shall be understood, each time that the Agreement refers to France or to Canada, that it will refer equally to such territory.

V. Unless the two governments shall have expressly agreed to the contrary, the notice of termination of this Agreement, as provided by Article 23, shall terminate the application of this Agreement with respect to any territory to which it may have been extended under the provision of this Article.

VI. For the purpose of this Article, the expression "overseas territory' means a "département", colony, protectorate or other overseas territory under the sovereignty or mandate of one of the two contracting States and united by constitutional law to one of these States; but it shall not include teritories which do not have diplomatic representation either by France or Canada.

Article 22

I. The present Agreement is drawn up in the French and English languages, the two texts being equally authentic.

II. The present Agreement shall come into force on a date to be agreed upon by the two Governments.

III. The information referred to in Article 19 shall be supplied to the extent that it becomes available during the continuance of the Agreement.

ARTICLE 23

La présente Convention restera en vigueur pendant une durée indéfinie. Toutefois, à partir du 1er janvier 1954, chacun des deux États contractants pourra notifier à l'autre État, dans le courant du premier semestre de chaque année, par écrit et par la voie diplomatique, son intention de mettre fin à la présente Convention.

En ce cas, cette Convention cessera d'être applicable à partir du 1er janvier de l'année suivant la date de la notification, étant entendu que ses effets se trouveront limités, en ce qui concerne les impôts annuels, à ceux qui seront établis au titre de l'année au cours de laquelle cette notification aura eu lieu.

Fait à Paris, le 16 mars 1951, en double exemplaire.

Pour le Gouvernement du Canada:

G. P. VANIER.

Pour le Gouvernement de la République Française:

A. PARODI.

ARTICLE 23

This Agreement shall remain in force for an indefinite period.

However, from the first January 1954, each of the two contracting States may notify the other State during the first six months of each year by writing and through diplomatic channels that it intends to terminate this Agreement.

In such case, this Agreement shall terminate effective from Janauary 1st of the year following the date of notice, it being understood that its application will be limited to the annual taxes which will be assessed for the year during which the notification will have been given.

Done at Paris, in duplicate, on the 16th day of March one thousand nine hundred and fifty-one.

For the Government of Canada:

G. P. VANIER.

For the Government of the French Republic:

A. PARODI.

II

AVENANT À LA CONVENTION

conclue le 16 mars 1951
entre la France et le Canada
tendant à éviter les doubles impositions
et à prévenir l'évasion fiscale en ce
qui concerne les impôts sur le revenu

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement du Canada désireux de compléter la convention conclue le 16 mars 1951 et tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en ce qui concerne les impôts sur le revenu, sont convenus de ce qui suit:

Article premier—

Le paragraphe VI de l'Article 2 de la Convention du 16 mars 1951 est complété par un alinéa (iii) nouveau ainsi conçu:

"(iii). Lorsqu'une entreprise de l'un des États réalise des bénéfices, en vertu de contrats conclus dans cet État, sur des ventes de produits ou marchandises stockés dans un entrepôt situé dans l'autre État pour la commodité des livraisons et non pour des fins publicitaires, on ne considère pas que de tels bénéfices proviennent d'un établissement stable de l'entreprise situé dans cet autre État nonobstant la circonstance que les offres d'achat y aient été recueillies par un agent qui les a transmises à l'entreprise aux fins d'acceptation."

L'alinéa (iii) ancien du paragraphe VI susvisé devient l'alinéa **(iv)**.

Article 2—

Le présent avenant est rédigé en langue française et anglaise, les deux textes faisant également foi.

Il fera partie intégrante de la Convention; il entrera et restera en vigueur dans les conditions déterminées par les Articles 22, paragraphe II, et 23 de la Convention.

Fait à OTTAWA, le 6 octobre 1951.
en double exemplaire.

L. B. PEARSON,
Pour le Gouvernement du Canada.

Pour le Gouvernement de la
République française,
HUBERT GUÉRIN.

III

CODICIL TO THE AGREEMENT

signed on March 16, 1951
between France and Canada for
the avoidance of double taxation and the
prevention of fiscal evasion with respect
to income taxes

The Government of the French Republic and the Government of Canada, desiring to complete the Agreement signed on March 16th, 1951 for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion, with respect to income taxes, have agreed as follows:

Article 1—

Paragraph VI of Article 2 of the Agreement of March 16th, 1951 is to be completed with a new sub-paragraph (iii) which reads as follows:

"(iii). When a company of one of the States derives profits, in accordance with contracts settled in said State, from the sale of goods or merchandise kept in storage within the territory of the other State for the convenience of delivery and not for publicity purposes, such profits are not considered as resulting from a permanent establishment of the company located in the other State, notwithstanding the fact that offers of purchase have been collected by an agent who has transmitted them to the company for final acceptation".

Former sub-paragraph (iii) of above-mentioned paragraph VI becomes sub-paragraph (iv).

Article 2—

Both the French and English texts of the present codicil are equally valid.

It shall be part and parcel of the Agreement and shall come and stay in force under the provisions of Articles 22 paragraph II and 23 of said Agreement.

Done at OTTAWA, in duplicate, on October 6th, 1951.

L. B. PEARSON,
For the Government of Canada.

For the Government of
the French Republic
HUBERT GUÉRIN.

III

Le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures à l'Ambassadeur de France au Canada.

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

OTTAWA, le 28 mai 1953

N° *E. 49*

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de me référer à la Convention entre le Gouvernement canadien et le Gouvernement français tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en ce qui concerne les impôts sur le revenu, signée à Paris le 16 mars 1951, et à l'Avenant à ladite Convention, signé à Ottawa le 6 octobre 1951.

Conformément à l'alinéa II de l'article 22 de ladite Convention, je propose que la Convention et l'Avenant susmentionnés prennent effet dans les conditions suivantes:

(1) Compte tenu des dispositions ci-dessous, la Convention et l'Avenant prendront effet le 1er janvier 1952.

(2) L'exemption d'impôts prévue par l'article 6 de la Convention recevra effet, en ce qui concerne les entreprises de navigation aérienne, à compter du 1er janvier 1950.

(3) Sans qu'elles puissent donner lieu à remboursement d'impôts, les dispositions de l'article 7 de la Convention s'appliqueront rétroactivement tant à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, établi par la loi du 29 juin 1872 et par le décret du 6 décembre 1872, qu'à la taxe proportionnelle qui s'y trouve substituée à compter du 1er janvier 1949 dans les conditions prévues aux articles 109, paragraphe 2, et 1674 du code général des Impôts, sauf dans le cas, où, avant le 1er janvier 1952, il aura été rendu une décision judiciaire non susceptible d'appel ou n'ayant pas fait l'objet d'un recours en cassation.

(4) Pour l'application des articles 8 et 12 de la Convention, il ne sera fait aucun remboursement des impôts acquittés dans l'État du domicile du bénéficiaire avant la date du présent échange de lettres, pour des revenus mis en paiement à compter du 1er janvier 1952.

Si votre Gouvernement agrée la proposition tendant à ce que la Convention et l'Avenant susmentionnés prennent effet compte tenu des dispositions ci-dessus, j'ai l'honneur de suggérer que la présente lettre et la réponse de Votre Excellence consacrent l'accord entre le Gouvernement canadien et le Gouvernement français, applicable à partir de la date du présent échange de lettres.

Il est entendu que les textes français et anglais de la présente lettre font également foi.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

C. S. A. RITCHIE,
pour le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

III

The Secretary of State for External Affairs
to the Ambassador of France to Canada

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS

OTTAWA, May 28, 1953

No. *E-52*

EXCELLENCY,

I have the honour to refer to the Convention between the Government of Canada and the Government of France constituting an Agreement for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income signed at Paris on March 16, 1951, and to the Codicil to the aforesaid Convention signed at Ottawa on October 6, 1951.

In accordance with paragraph II of Article 22 of the said Convention, I proprose that the following provisions determine the conditions for the entry into force of the above-mentioned Convention and Codicil:

(1) Subject to the provisions herein the Convention and Codicil shall become effective on the 1st day of January, 1952.

(2) The exemption from tax provided by Article 6 of the Convention shall become effective in respect of aerial navigation enterprises on the 1st day of January, 1950.

(3) Without providing for any refund, the provisions of Article 7 of the Convention shall apply retroactively to any taxes imposed on income derived from securities and established under the law of June 29, 1872, and by the Decree of December 6, 1872, and to any taxes levied under the law substituted therefor as of the 1st of January, 1949, in Article 109, paragraph 2, and Article 1674 of the "Code Général des Impôts" unless prior to the 1st Januray, 1952, there shall have been a judicial decision, from which no appeal lies or which has not been the subject of an appeal in cassation.

(4) In respect or Article 8 and 12 of the Convention, no refund shall be made of any tax paid in the State of domicile of the recipient prior to the date of this Exchange of Notes on income received after the 1st January, 1952.

If your Government approves the proposal that the above-mentioned Convention and Codicil shall be effective subject to the provisions set out above, I have the honour to suggest that this note and your reply thereto shall constitute an agreement between the Government of Canada and the Government of France effective from the date of this Exchange of Notes.

It is understood that both the French and the English texts of this note are authentic.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

C. S. A. RITCHIE,
for Secretary of State
for External Affairs.

IV

L'Ambassadeur de France au Canada
au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures

AMBASSADE DE FRANCE AU CANADA

OTTAWA, le 28 mai 1953.

N° *58*

Monsieur le Secrétaire d'État,

Vous avez bien voulu, par votre lettre du 28 mai 1953, vous référer à la Convention entre le Gouvernement français et le Gouvernement canadien tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en ce qui concerne les impôts sur le revenu, signée à Paris le 16 mars 1951, et à l'Avenant à ladite Convention, signé à Ottawa le 6 octobre 1951.

Conformément à l'alinéa II de l'article 22 de ladite Convention, vous proposez que la Convention et l'Avenant susmentionnés prennent effet dans les conditions suivantes:

«(1) Compte tenu des dispositions ci-dessous, la Convention et l'Avenant «prendront effet le 1er janvier 1952.

«(2) L'exemption d'impôts prévue par l'article 6 de la Convention recevra «effet, en ce qui concerne les entreprises de navigation aérienne, à compter du «1er janvier 1950.

«(3) Sans qu'elles puissent donner lieu à remboursement d'impôts, les «dispositions de l'article 7 de la Convention s'appliqueront rétroactivement tant «à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, établi par la loi du 29 juin «1872 et par le décret du 6 décembre 1872, qu'à la taxe proportionnelle qui s'y «trouve substituée à compter du 1er janvier 1949 dans les conditions prévues «aux articles 109, paragraphe 2, et 1674 du code général des Impôts, sauf dans «le cas où, avant le 1er janvier 1952, il aura été rendu une décision judiciaire «non susceptible d'appel ou n'ayant pas fait l'objet d'un recours en cassation.

«(4) Pour l'application des articles 8 et 12 de la Convention, il ne sera «fait aucun remboursement des impôts acquittés dans l'État du domicile du «bénéficiaire avant la date du présent échange de lettres, pour des revenus mis «en paiement à compter du 1er janvier 1952.»

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement français agrée la proposition tendant à ce que la Convention et l'Avenant susmentionnés prennent effet compte tenu des dispositions ci-dessus. Comme vous le suggérez, votre lettre du 28 mai et la présente réponse consacrent, entre le Gouvernement français et le Gouvernement canadien, l'accord applicable à partir de la date du présent échange de lettres.

Il est entendu que les textes français et anglais de votre lettre du 28 mai et de la présente réponse font également foi./.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'État, les assurances de ma plus haute considération.

HUBERT GUÉRIN.

IV

The Ambassador of France to Canada
to the Secretary of State for External Affairs

AMBASSADE DE FRANCE AU CANADA

OTTAWA, May 28, 1953

No. *60*

Mr. Secretary of State,

In your letter of May the 28, 1953, you referred to the Convention between the Government of France and the Government of Canada constituting an Agreement for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income signed at Paris on March 16, 1951, and to the Codicil to the aforesaid Convention signed at Ottawa on October 6, 1951.

In accordance with paragraph II of Article 22 of the said Convention, you propose that the following provisions determine the conditions for the entry into force of the above-mentioned Convention and Codicil:

"(1) Subject to the provisions herein the Convention and Codicil shall "become effective on the 1st day of January, 1952.

"(2) The exemption from tax provided by Article 6 of the Convention shall "become effective in respect of aerial navigation enterprises on the 1st day of "January, 1950.

"(3) Without providing for any refund, the provisions of Article 7 of "the Convention shall apply retroactively to any taxes imposed on income "derived from securities and established under the law of June 29, 1872, and "by the Decree of December 6, 1872, and to any taxes levied under the law "substituted therefor as of the 1st of January, 1949, in Article 109, paragraph "2, and Article 1674 of the "Code Général des Impôts" unless prior to the 1st "January, 1952, there shall have been a judicial decision, from which no appeal "lies or which has not been the subject of an appeal in cassation.

"(4) In respect of Articles 8 and 12 of the Convention no refund shall "be made of any tax paid in the State of domicile of the recipient prior to the "date of this Exchange of Notes on income received after the last January, "1952."

I have the honour to inform you that the French Government approves the proposal that the above-mentioned Convention and Codicil shall be effective subject to the provisions set out above. As you suggest, your note of May 28, 1953, and my reply thereto shall constitute an agreement between the Government of France and the Government of Canada effective from the date of this Exhange of Notes.

It is understood that both the French and the English texts of your note of May 28 and of my reply thereto are authentic./.

Accept, Mr. Secretary of State, the assurances of my highest consideration.

HUBERT GUÉRIN.

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E
3 5036 20091637 0